

GÉNÉRALISATION DES "COMP" ET NOUVELLES COUPES BUDGÉTAIRES : DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES FACS, CONSTRUISONS LA RIPOSTE !

Alors que les étudiants luttent depuis plusieurs mois contre les coupes budgétaires dans les universités (1,5 milliards de coupes dans le budget 2025, et des millions d'euros supprimés dans les budgets de toutes les universités), le gouvernement poursuit ses attaques. Vendredi 25 avril, le gouvernement a annulé par décret près de 500 millions d'euros de crédits prévus pour la recherche et l'enseignement supérieur. Pire, Philippe Baptiste (ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) a annoncé, ce 8 avril dernier, une attaque modifiant drastiquement le financement des universités : le déploiement des nouveaux Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) pour remplacer 100 % de la subvention pour charge de service public.

TOUT EST DANS LE NOM

Mis en place en 2023 par Sylvie Retailleau (ministre de l'ESR de l'époque), l'objectif des COMP (qui durent 3 ans) est simple : donner plus de moyens aux universités qui s'alignent sur les demandes et la stratégie politique du ministère.

Depuis 2007 et la loi LRU, les universités sont « autonomes » financièrement. Cette loi avait permis le désengagement de l'Etat sur le financement des facs, les obligeant à devoir elle-même produire des entrées d'argent. Elles reçoivent une SCSP (subvention pour charge de service public), vaguement calculée sur la base du nombre d'étudiants et d'enseignants chercheurs (mais surtout de négociations annuelles avec le ministère), et déjà très inégalitaire en fonction des facs. En 2022, celle de Nîmes (5 800 étudiants) a reçu 22 millions de SCSP (~3800€/étudiant) alors que celle d'Aix-Marseille (80 000 étudiants) a reçu 544 millions (~6 800€/étudiant).

Comme le disent les étudiants qui luttent, le financement des universités est clairement insuffisant. Le budget par étudiant a baissé de 22% entre 2010 et 2024. Pour combler les manques, les facs réduisent les places, sélectionnent plus, répondent à des appels à projets du ministère, mettent en place des projets d'excellence, des filières d'élite, pour grappiller quelques millions en plus. Les universités sont déjà mises en concurrence entre elles et, de fait, les étudiants entre eux.

Les COMP c'est l'aboutissement de cette politique de sous financement et de mise en concurrence. A l'heure actuelle, les COMP valent pour 0,8% de la SCSP des établissements concernés (34 établissements d'enseignement supérieur pionniers en 2023). Les universités doivent remplir plusieurs objectifs qui répondent aux demandes du ministère et donc aux intérêts du patronat. À Nanterre, par exemple, l'université s'engage à la création d'enseignements à distance et en hybride, et la « transformation » de formations « dont la performance n'est pas satisfaisante » comme les licences de LLCER (langues, littératures et civilisations étrangères et régionales), Philosophie, Lettres ou Sciences sociales (en refusant de s'engager sur l'absence de suppression de filière). La performance est calculée, entre autres, à partir du taux d'insertion professionnelle et du taux de réussite.

Pour Nanterre, ce sont 4 millions d'euros qui sont en jeu avec le COMP. Mais le ministre est clair : « le dispositif [les COMP] sera généralisé à l'ensemble du territoire à partir de l'année 2026 » pour « 100 % de la subvention pour charge de service public (SCSP) des universités ». Ce qui se passe à Nanterre pour quelques filières, va être généralisé comme pratique normale de financement des universités. Quelle filière est performante, laquelle ne l'est pas, quelle filière répond aux besoins économiques du patronat local ou national, l'université répond-t-elle aux exigences politiques du ministère ou non.

LUTTER POUR DES MOYENS ET UN AUTRE TYPE D'UNIVERSITÉ

La lutte des étudiants contre les coupes budgétaires ce second semestre a été une première étape dans la construction d'un mouvement de riposte. Ce semestre se finit, mais les sales coups du gouvernement ne finissent pas ! C'est pour cela que nous appelons à se lier aux luttes en cours, comme celle des cheminots ou des travailleurs du travail social le 15 mai. D'ores et déjà, il faut préparer la suite de la mobilisation étudiante. Le NPA Jeunes Révolutionnaires s'adresse aux autres organisations de jeunesse pour faire de la rentrée universitaire de 2025-2026 une rentrée de lutte, avec une prochaine journée nationale de mobilisation. Regroupons-nous, discutons, préparons la riposte générale contre leur monde.